

Enbata

Urte berri on !

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
29 décembre 2011
n° 2209
1,30 €

J-R. Etchegaray

**Le SCoT :
organiser
les
politiques
publiques**

ISSN 0294-4596



917702941459006



Arriver à bon port

LE grand chambardement démocratique est dans quatre mois. Tous les recoins de la société bruissent déjà de ce vaste débat, de ses thèmes supposés, de ses scénarios de sortie de crise et surtout de ses héros. A croire que le rythme de notre vie publique se calque sur le quinquennat présidentiel et son espace sur le territoire de 65 millions d'habitants. On voit là, malgré quelques progrès, un pays profondément centraliste où l'Etat joue le rôle essentiel. Par contraste la démocratie de proximité apparaît dérisoire sinon étouffée dans la gestion de notre quotidien organisant notre existence sociale. Certes, la décentralisation Defferre de 1982 a entamé l'omnipotence de l'exécutif parisien par la suppression de la tutelle des préfets sur les collectivités territoriales. Rappelons-nous, c'était il y a peu, une municipalité ne pouvait exécuter ses décisions qu'après approbation du préfet. Au Conseil général c'était encore "plus pire" car c'est le préfet qui dressait l'ordre du jour de l'assemblée départementale et qui, avec ses bataillons de fonctionnaires, en exécutait les décisions. Reste cependant dans bien des domaines l'affirmation du primat de ce fonctionnaire d'autorité sur l'ensemble de la classe politique locale, inconnue dans toute autre démocratie. Ce système de démocratie dévoyée est au cœur de l'actualité du port de Bayonne.

Dépassant les clivages politiques, nos élus locaux se sont unanimement opposés au transfert par le port de Bayonne du nitrate d'ammonium produit par la société Yara dans le complexe chimique de Lacq. Tous les maires riverains du port, ceux d'Anglet, Bayonne, Boucau et Tarnos, dans un souci compréhensible de sécurité de leurs populations dont ils sont les garants, ont alerté du danger de ce produit chimique potentiellement comparable à celui qui provoqua l'explosion AZF ayant rayé de la carte un quartier de Toulouse. Ce nitrate d'ammonium produit à Lacq

était jusqu'ici transféré par bateau par un port français de Méditerranée. Le choix de Bayonne permettrait à la Société Yara, réalisant un bilan financier largement bénéficiaire, une économie de 800.000 € par an et créant quelques emplois. On connaît ainsi la valeur marchande de l'ensemble urbain de l'embouchure de l'Adour. Le préfet a décidé contre tous les élus: Yara passera par Bayonne! C'est la déclinaison locale de l'exception française.

PAR un communiqué du 19 décembre, Eusko Alkartasuna d'Iparralde a rendu public son alliance avec Europe Ecologie-Les Verts pour les élections législatives de juin prochain. Voilà donc un des trois cofondateurs d'Euskal Herria Bai qui abandonne, bien à l'avance, la plate-forme maintenue par les assemblées d'Abertzaleen Batasuna et Batasuna. EH Bai existe-t-elle encore ou faudra-t-il redéfinir sa réduction au tête à tête AB-Batasuna? Plus d'une semaine après l'annonce de la rupture d'EA, pas le moindre commentaire de ses deux anciens associés. Peut-on considérer insignifiante la décision de la seule organisation abertzale d'Iparralde qui participe activement aux plates-formes du Sud, Bildu et Amaiur? D'autant qu'elle aurait été prise à une large majorité en assemblée du Nord le 17 décembre en accord avec les dirigeants d'EA au Sud.

EA Iparralde nous annonce déjà ses thèmes de campagne: L'officialisation de la langue basque - La Collectivité territoriale Pays Basque Nord - Le rééquilibrage entre intérieur et côte - Le maintien des services publics - La mise en place d'une eurorégion.

Il sera difficile aux autres abertzale, PNV compris, de faire très différent. Est-il encore temps de réaliser le vaste rassemblement des abertzale de gauche et de leurs alliés toujours au premier rang de nos manifestations et de nos solidarités?

Kolibriaren parabola

“O IHANA sutan zela eta animale guziak ihesi joan ziren. Kolibria ere baina errekatik mokoan ura hartu eta suari tanta bat botatzera itzuli omen zen. Ondoren berriz, eta gero berriz. Elefanteak alferrik ari zela erran zion, ez zuela sutea horrela itzaliko. Kolibriak erantzun zien bazekiela, baina hori zela berak egiten ahal zuen apurra”.

Parabola hau ezaguna bilakatzen hasia da.

Baikorrek ez dute dudarik kolibriaren ereduak elefante batzuri beren jokamoldea aldarazi duela eta oro har arlo kolektiboan aldaketak izaita ahalbidetu duela... Hots sutearen itzaltzea animale guzien artean lortu zutela!

Frantses estatuan duela 5 urte sortu da "Colibris coopérer pour changer" mugimendua. Pierre Rabhi laborari eta filosofoa bultzatzaile duen mugimendu horrek "Trantsizioaren" bizkorgailua nahi du izan, esperientzia zehatz eta kolektiboetan baktotzak aldatzeko eta aldaketaren ordezkatzeko duen gaitasunaren gainean kondatuz. Mugimenduaren xedea da autonomiaren, ekologiaren eta humanismoaren gainean erakitzen diren jendarte eredu sortze eta gauzatzearen sustatzea.

2012an, frantses Estatuko hauteskunde urtean, "Tous candidats" komunitatea sortzen ari da Colibris mugimendua, Estatu eta Europa mailako tendentzia politiko eta ekonomiko nagusiei buruz tokian eragiteko. Hots jendartearen orientazioei buruz pisu bat ukaiteko eta geroari buruz proposamenak egiteko, gaurdanik erroto ekologiko eta humanoa den jen-

darte bat eraikiz.

Politika deitzen den herriaren antolakuntza, usu boterearen etengabeko konkista bezala bakarrik ikusten den une honean, Colibris-en proiektuak ekartzen du freskotasan bat.

Euskal Herri mailan, Bizi! mugimenduak azken bi urteetan kolibriaren parabolaren deklinazio interesgarri bat ekarri digu.

Herri antolakuntzari buruz herri mugimenduek zombait ikasgai emaiten dizkigutenez ez da dudarik mugimendu altermundialista horren hitzarmenetik 2012 urtearentzat eta ondokoentzat zombait ikasgai lagungarri azpimarratzen ahal ditugula.

Hara zer zutabeen ildotik, duela bi urte sortu den mugimenduak bere ekintzak iraunkortasunean nahi dituen finkatu.

Lehen fase batean, diagnostikoa, kritika eta erresistentzia eginez. Ondotik, proposamen zehatz batzu landuz eta gaurdanik posible diren tokiko alternatiba kolektiboan aldeko borrokan murgilduz. Ahantzi gabe baktotxaren jokamoldeen aldaketa sustatzerat eta praktikaren pedagogia aintzinean emaiterat hortarako barne eta kanpo formakuntzak plantan emanez. Eta «tokian eragin eta globalki ausnartu» lema altermundialistaren gauzatzeko nazioarteko gogoeta eta mobilizazioetan parte hartuz.

Jakin dezagun beraz gure militantzian kolibriaren parabolatik ateratako hainbat ikasgai praktikan emaiten 2012 urtean eta ondokoetan «iraunkortasunaren» bidean eraginkortasuna eta esperantza ez ditzagun eskas izan.



Une cohérence dans la stratégie de développement économique d'Iparralde

● Pantxo Bimboire

Le Pays Basque n'existe administrativement pas. Il n'y a donc pas de réflexion stratégique politico-économique, dans son ensemble, au niveau du Pays Basque. C'est est un fait, et, comme le disait mon professeur de philo, Etienne Sallaberry, le fait est têtue. Préciser cela, signifie aussi qu'il ne peut y avoir de stratégie, de construction, de recherche de cohérence dans les diverses strates des nombreux mille feuilles créées pour calmer les velléités des défenseurs d'une plus grande capacité à se prendre en charge. Cela signifie aussi que la majorité des différents élus ne peuvent avoir sur ce sujet, que des discours sonnante creux, et tournant à vide.

Pourtant des besoins de gouvernance

Oui, sur ce territoire qui nous est cher, nous le voyons tous, il y a un fort besoin de cohérence. Les actions politiques de chaque acteur (ACBA, autre communauté de communes, département, région, EPFL, chambres consulaires 2+«1», Safer, etc.) doivent être mise en musique en respectant des principes auxquels nous sommes nombreux à adhérer, et cela, bien au-delà des sphères d'initiés dans lesquelles évoluent les chers lecteurs de cet hebdomadaire.

A partir d'un accord sur des principes: partage équilibré du foncier, respect environnemental et rééquilibrage économique côte/montagne, souci de mettre l'économie industrielle en avant, hypertrophie d'activité sur la côte, nécessité de bâtir une politique de déplacement etc. Il y a un fort besoin d'analyse, d'équilibrage et de cohérence: en un mot de gouvernance.

Des stratégies écrites, ou non écrites ou inexistantes

La question peut et doit être posée: chacun des précédents acteurs cités a-t-il sur Iparralde une stratégie formalisée? Rien n'est moins certain. Si depuis plusieurs mandatures la CCI Bayonne-Pays Basque prend à cœur l'exercice de formalisation de ses orientations stratégiques (elle vient de soumettre celle de 2011/2015 à l'approbation des élus en AG plénière), l'ACBA, par exemple, dont la prégnance sur l'économie est forte a-t-elle formalisé ce futur? Et quid des nombreuses communautés de communes dont la compétence est générale (entendez par là qu'elles peuvent agir dans le champ économique).

Enfin, certains acteurs dont les périmètres ne correspondent pas à Iparralde, devront faire des contorsions difficiles pour satisfaire à cet exercice. Et, ces derniers, par nature, ne seront pas enclins à s'y soumettre.

Des conséquences en déperdition d'énergie et en lenteur pour agir dans le bon sens

Le choix sur tel ou tel projet n'est opéré que par coup de force de tel ou tel maire ou président ou décideur local qui, le plus souvent ramène «la couverture à lui» pour une satisfaction de ses lobbies ou de son électoral partiel ou local. Il n'est pas toujours soumis à des critères plus vastes à l'échelle du territoire ni à la mesure du bien commun.

Il n'y a pas non plus de prospective ou de démarche pour orienter ce que pourrait être Iparralde demain.



La seule instance pseudo légitime des deux Conseils (des élus et de développement) étant ridiculement faible et prise en étau par les «*gros mastodontes*» qui la tolèrent.

Il n'y a pas non plus de lieu unique où peuvent se parler et s'harmoniser les différents mondes liés à la création de richesse, car nous le savons bien, les projets modernes structurant ont plusieurs impacts: foncier, sphère publique, banque, industrie, commerce, agriculture, etc.

Des solutions du type «débrouille»

Privé de structure opérante, la communauté Iparralde met en place des solutions «débrouille». Cette voie avait déjà été réussie autrefois par des initiatives volontaristes telles seaska pour l'école en langue basque, Herrikoa pour le financement territorial, GFAM ou EHLG, plus près de nous sur le foncier ou la stratégie agricoles. En effet, dans le fond que penser des initiatives comme le cluster «goazen», ne s'est-il pas créé entre les professionnels, en harmonie avec les offices de tourisme, et avec la CCI Bayonne-Pays Basque, pour pallier les insuffisances d'un comité départemental du tourisme sur le plan de son adéquation avec le territoire? Que penser aussi de l'initiative sur celui d'Uztartu, sur la démarche agro-alimentaire, et son centrage spécifique sur la marque territoriale, ne pallie-t-elle pas les manques notoires des instances ad hoc et compétentes: département, chambres des métiers et d'agriculture qui auraient dû assurer cette mission vitale. Ces mêmes constats peuvent aussi être faits sur l'agriculture, le foncier etc.

Au-delà des solutions «débrouille»

Les limites de ces solutions sont bien évidemment financières (car en général ces structures manquent cruellement de moyen) et politiques (car ses préoccupations sont en général pas les mêmes). Il faudra donc, en même temps que l'on aborde la question fondamentale administrative de la communauté territoriale (1^{er} semestre 2012), au Conseil de développement et au Conseil des élus, aborder celle de sa gouvernance économique. Pour ma part, en tant que membre de Lantegiak, mais aussi vice-président de la CCI Bayonne-Pays Basque, je suis convaincu que sur le plan du commerce comme celui de l'industrie, la Chambre doit prendre la place de leader dans le rôle de cette future gouvernance, elle possède les compétences, et son champ d'action couvre tout Iparralde.

Urte berri on, 2012-ko, oroeri.



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

●●● que la promesse non-tenue de Sarkozy faite au premier ministre turc Erdogan de ne pas revenir sur la pénalisation du génocide arménien ait provoqué une crise aigue entre les deux pays. L'Elysée, mauvais joueur, aurait supprimé le croissant au pti-déj'.

●●● et réjoui que la libération du sergent franco-israélien Gilad Shalit ait entraîné la remise en liberté de 1.027 prisonniers palestiniens dont le franco-palestinien Salah Hamouri. Ah si on pouvait trouver un franco-turc...

●●● qu'il ait suffi d'annoncer à Bachar Al-Assad qu'une délégation d'observateurs de la ligue arabe venait en Syrie pour que ses tanks redoublent d'ardeur.

Voilà ce que c'est quand un musulman marche au droit canon.

●●● de la contestation massive envahissant les grandes places de Russie contre la candidature de Poutine. Elle était pourtant finement jouée la manipulation entre Medvedev et Vladimir.

●●● pas tant que ça du triomphe perpétuel du loto espagnol de Noël qui ne se dément pas depuis 1812. 8 millions de téléspectateurs pour le tirage, 2,7 milliards d'euros de vente de billets. Dans la péninsule seul le loto ne chôme pas.

●●● du salaire mirifique pour une star du football de 37 ans, l'anglais David Beckham auquel les dirigeants qatari du PSG offrent 800.000 euros mensuels plus des pourcentages sur les produits dérivés... hooligans compris cher David?

Les objectifs du SCoT

Après deux ans de concertation entre délégués des 48 municipalités, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'agglomération de Bayonne et du sud des Landes vient d'être rendu public.

Ce document de 59 pages devrait donner plus de visibilité à l'organisation du territoire.

Jean-René Etchegaray, 1^{er} adjoint au maire de Bayonne, au titre de président du SCoT en restitue, ici, l'esprit.

E NBATA: Le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) Agglomération de Bayonne et sud des Landes que vous présentez vient de clore son projet d'aménagement et de développement durable mardi 13 décembre en séance plénière. Pourriez-vous nous en donner la philosophie?

Jean-René Etchegaray: Notre projet s'est précisé dans un contexte de crise. Nous avons aujourd'hui une responsabilité sans précédent pour changer nos façons de considérer les dynamiques à l'œuvre, donc nos façons de faire. Avec l'ensemble des élus qui se sont impliqués dans ce projet, nous avons réinterrogé nos choix du passé et mesuré l'impact de nos non-choix.

Riches de ces enseignements, nous souhaitons désormais miser davantage sur l'action et l'intelligence collective et sur le dialogue pour mieux participer à la construction d'un modèle de développement plus durable. Améliorer les relations et les solidarités entre nos territoires,

améliorer les conditions de déplacements, renouer avec la qualité de nos espaces urbanisés, respecter nos espaces naturels et agricoles sont autant d'axes que le SCoT investit pour mettre en œuvre ce modèle et permettre à tous de s'épanouir sur notre territoire.

L'élaboration de ce premier document de planification intercommunale est une étape nécessaire: ce cadre de références nous manque depuis bien trop longtemps et sur de trop nombreux sujets. Nous avons réussi à nous rassembler à l'échelle du bassin de vie, malgré la diversité de nos préoccupations locales, car nous sommes convaincus que cette échelle territoriale correspond au bassin de vie de nos habitants.

Ce périmètre est également le meilleur compromis actuel pour traiter des questions importantes, que nous ne pouvons pas aborder à l'échelle de nos communes ou de nos intercommunalités. Le SCoT, parce qu'il doit répondre aux réalités des pratiques et des besoins des habitants, trace un chemin qui respecte une vision tout à la fois unitaire et fondée sur ses diversités. Ce projet témoigne de l'imbrication des territoires et met en lumière ce qui unit plutôt que ce qui divise. Aussi est-il légitime que le SCoT dépasse les seuls cadres institutionnels pour proposer des réponses adaptées aux besoins identifiés.

Nous souhaitons que ce SCoT soit le meilleur compromis entre le souhaitable pour l'ensemble du territoire et le possible pour chaque collectivité.

Enb.: Ce SCoT est celui d'un bassin de vie transdépartemental. Pensez-vous que son périmètre soit pertinent et puisse s'inscrire dans la réflexion prospective du Conseil de développement à l'échelle du Pays Basque?

J-R. E.: Le périmètre du SCoT, tel qu'il résulte du plan, est un espace de convergence, où se rejoignent de grandes vallées alluviales, la montagne basque et le littoral atlantique. Ces grands ensembles géographiques et humains présentent des interactions, constituant ainsi un véritable système territorial. Le SCoT reconnaît le rôle assuré par chacun et souhaite valoriser les qualités de ces parties comme garantie d'un fonctionnement durable de l'ensemble.

Évoquons d'abord le littoral du SCoT de l'ag-

“Nous souhaitons que ce SCoT soit le meilleur compromis entre le souhaitable pour l'ensemble du territoire et le possible pour chaque collectivité.”

“Le mérite de notre SCoT, à défaut de se revendiquer de l'histoire, c'est de tenter à l'échelle de notre bassin de vie de réfléchir à un cadre permettant de décliner un certain nombre de nos politiques publiques.”

glomération de Bayonne et du sud des Landes qui se distingue au sein de l'espace littoral aquitain car il constitue le cœur de la seule agglomération littorale. Ainsi, le SCoT s'attache à décliner les 6 défis identifiés par le Plan de développement durable du littoral aquitain pour la période 2007-2020, en affirmant son choix de conforter le cœur de l'agglomération littorale, notamment:

- en assumant son rôle dans l'accueil démographique d'une population diversifiée tout en maîtrisant l'étalement urbain par le choix de la densité urbaine et du redéploiement urbain préférentiellement dans les centralités existantes;
- en privilégiant une gestion des risques qui prenne en compte les aléas afin de prévenir les risques naturels majeurs et d'assurer une cohérence d'action à l'échelle de son territoire;
- en affirmant sa volonté de préserver et de mettre en valeur les espaces naturels remarquables du littoral et d'assurer des continuités écologiques tant sur la façade littorale que dans les relations avec l'arrière pays;
- en développant des politiques volontaristes visant à maintenir ou restaurer la qualité des eaux de baignade afin de préserver le potentiel économique du littoral et d'assurer la santé publique;
- en soulignant la force, la diversité, la qualité et la complémentarité des destinations touristiques de notre territoire composées de stations balnéaires aux caractéristiques urbaines ou naturelles, mais aussi de stations touristiques intérieures ancrées dans l'histoire et les savoir-faire du Pays Basque et du Seignanx;
- en portant pour le cœur d'agglomération et l'ensemble du territoire du SCoT un projet économique diversifié adossé aux filières économiques existantes, garant d'insertion sociale pour les habitants du territoire. Ce projet s'appuie notamment sur les activités de production et reconnaît au port de Bayonne une place de premier plan.
- en soulignant le potentiel touristique de la vallée de l'Adour autour du fleuve et des pratiques de loisirs d'eau, de la découverte de ses milieux



Jean-René Etchegaray

2011KO ABENDUAREN 29AN

GÉRARD FILOCHE, ANCIEN INSPECTEUR DU TRAVAIL, MEMBRE DU PS

Une vraie retraite à 60 ans, c'est possible!

50 arguments pour rétablir la retraite à 60 ans pour tous (DERNIERE PARTIE)



(Suite et fin
de l'article de Gérard Filoche)

**La durée de cotisation réelle
devrait être la référence**

19. Pourquoi avoir réduit la durée du travail sur la semaine si c'est pour l'allonger sur la vie ?

20. Celui qui prétend allonger la durée de cotisations est impuissant à agir sur le réel : actuellement elle recule depuis 10 ans en pratique vers 36 et vers 35 annuités.

21. Prétendre imposer - sur le papier - 41 ou 42 annuités, le SEUL résultat, puisque la moyenne des salariés ne peut cotiser que 36 ou 35 annuités, c'est 6 ou 7 ans de décote. Comment admettre d'allonger des annuités qui ne seront jamais effectuées et donc baisser les plus petites retraites ?

22. Reculer l'âge de départ en retraite à pour seul effet pratique de baisser le niveau des retraites réintroduisant la misère chez les vieux.

23. Il faut prendre comme référence le nombre d'années réellement cotisées dans la vie réelle et non pas l'allongement aléatoire de l'espérance de vie.

24. Par exemple, si la moyenne réelle des annuités cotisées dans la vie réelle des salariés est de 35 annuités, la référence retenue pour une retraite à taux plein doit être de 35, si elle est de 36 cela doit être 36, si elle monte à 37, cela doit être 37...

25. Mais mettre un objectif inatteignable à 41 ou 42 annuités, c'est faire sauter les gens à la perche sans perche, le seul résultat c'est qu'ils auront une retraite plus basse et non pas qu'ils travailleront plus.

26. Depuis 8 ans AUCUNE raison "nouvelle" de repousser l'âge réel de la retraite. Aucun effet d'entraînement dans l'emploi des seniors ne s'est réalisé. Les salariés cotisent MOINS longtemps en moyenne ! 36 annuités seulement ! Pour sortir de la crise, il ne faut pas baisser salaires et retraites mais les augmenter !

27. Raison de plus pour ne pas prendre l'espérance de vie comme référence, c'est trop aléatoire : l'espérance de vie régresse aux Etats-Unis depuis plusieurs années, elle régresse aussi depuis trois ans en Allemagne.

**Des conditions bien plus dures
que dans le reste de l'Europe**

28. En Allemagne, en Italie, en Espagne, c'est 35 annuités pourquoi 41 ou 42 ici ? Sarkozy a fait la pire réforme contre le droit à la retraite de toute l'Europe. →



Gérard Filoche

29. En Allemagne, la droite veut fixer les départs à 67 ans, mais en 2029... c'est remis en cause par les syndicats qui l'avaient, hélas, signé parce qu'actuellement, la moyenne des départs est autour de 58 ans...

30. En Grande-Bretagne, ils annoncent 68 ans... en 2048 ! Ici, en France, Sarkozy a imposé 67 ans pour le taux plein en 2018, c'est-à-dire demain ! Il faut abroger la loi Sarkozy-Woerth.

31. En Allemagne, ce n'est pas du tout pareil qu'en France, parce que nous, on vit un "boom" démographique depuis l'an 2000, 2,04 enfants par femme, en Allemagne c'est 1,4 enfant par femme.

Un projet politique pour tous

32. 60 ans c'est un DROIT ce n'est pas une obligation ! Mais encore faut-il que ce DROIT soit pour tous ! "d'ordre public social".

33. 60 ans c'est une référence pour tous, un objectif réaliste, atteignable, contrôlable, clair TOUS ENSEMBLE.

34. La "retraite à la carte" c'est le slogan du Medef : pour complexifier le système et le rendre illisible, pour qu'il n'y ait plus d'ordre public social, que les salariés ne soient plus solidaires. C'est comme la durée du travail "à la carte", le SMIC à la carte... La règle ne sera plus fixée en raison des besoins humains mais en raison des exigences de la productivité.

35. 60 ans c'est déjà trop. On doit exiger la retraite à 55 ans dans le bâtiment et dans tous les métiers très pénibles.

36. Il ne faut vivre pas moins bien que nos parents : retraites à 60 ans, 35 annuités, à 75% du salaire calculé sur 10 meilleures années, indexées sur les salaires (ce que proposait encore Lionel Jospin en juin 1997)

37. Sinon on subit la double facture : travailler plus longtemps après 60 ans et gagner moins, une majorité de gauche ne peut aller dans ce sens = austérité = récession = crise aggravée = chômage.

Respecter la démocratie à tous les niveaux

38. Démocratie ! Le seul vote de congrès - unanime - du PS qui a eu lieu c'était à Dijon 2003 pour le droit à la retraite à 60 ans à taux plein. Respectons-le.

39. C'est François Hollande qui avait fait voter le congrès du PS unanime de mai 2003 pour la retraite à 60 ans à taux plein !

40. Démocratie, débat dans le PS et dans toute la gauche, tous les syndicats : branle-bas de combat pour la défense des retraites à 60 ans pour tous. 60 ans c'est majoritaire et dans la gauche politique et dans les syndicats : pour qui on dirige ? Pour le peuple ou pour le AAA ?

41. De toute façon, il y a un risque de ne pas gagner si c'est se trouver en porte-à-faux avec 75 % de l'opinion et les 8 millions de manifestants de 2010 (rien ne s'oublie) qui veulent abroger la loi scélérate Sarkozy-Woerth de pillage de nos retraites : il va falloir s'en rendre compte.

42. Oui, il faut écouter les 8 millions de manifestants et 75 % de l'opinion, il faut que François défende la retraite à 60 ans.

43. On votera François Hollande, mais nous luttons pour exiger qu'il respecte le rétablissement de l'âge légal de départ à 60 ans.

Des richesses, il y en a !

44. La "dette" a bon dos pour justifier qu'on ne peut payer les retraites ni hausser les salaires. Elle est la conséquence de choix réalisés par Sarkozy qui veut nous la faire payer. En France on n'a pas un problème de dette mais de recettes.

45. Ne pas céder au chantage des officines de droite qui s'auto intitulent "agences de notation". Ils ne proposent jamais de faire payer les riches mais de baisser les salaires et retraites des plus modestes

46. Ne pas céder au chantage des fonds de pension qui veulent siphonner les retraites. Ne jamais les croire, ne jamais leur confier un seul sou de nos retraites : ils vous prendront tout et ils vous voleront tout, le dilapideront dans les caves à «subprimes» et autres paradis fiscaux des Bahamas.

47. La France que 87% de dette/PIB à cause de Sarkozy a vidé la «cagnotte publique» de Lionel Jospin, et remplit les «cagnottes privées» en faisant 24 points de dettes en plus en cinq ans.

La France avait 290% de dettes/PIB en 1945 et pourtant elle a mis en place la Sécu et les retraites à ce moment-là.

48. La France est 2,5 fois plus riche qu'en 1982 quand la retraite à 60 ans a enfin été mise en place.

49. Salaires et cotisations sociales sont trop bas depuis + de 20 ans, la France n'a jamais été aussi riche, elle peut payer les retraites à 60 ans.

50. Le COR l'a expliqué et démontré : avec 0,35 % seulement d'augmentation des cotisations sociales par an d'ici 2036, les retraites à 60 ans (35 annuités, 75 %, 10 ans, > au Smic, indexées sur salaires) sont garanties et payées.

Conclusion :

Convainquons, battons-nous, nous sommes la majorité non seulement de la gauche, du salariat, mais du pays tout entier. Qu'on n'ait pas convaincu Sarkozy ce n'est pas une surprise, hélas, vu le personnage et sa politique 100% réactionnaire, mais ce n'est pas tolérable, il n'a pas écouté le peuple. Mais François Hollande est candidat et socialiste, lui, il peut et doit entendre davantage. □

PS : La gauche socialiste toute entière combat pour le respect du droit à la retraite à 60 ans :

- En mai 2003 nous avons fait voter la retraite à 60 ans à taux plein,
- En juillet 2006 nous avons fait écarter "la retraite à la carte",
- En janvier 2010 fait réaffirmer la retraite à 60 ans.

Depuis nous avons empêché que soient votées les 41,5 annuités, elles ne le sont toujours pas officiellement, certains dirigeants pratiquent par coups de force tellement il y a de résistances dans la base du parti ! Alors c'est "renvoyé à la négociation avec les syndicats". Donc s'il vous plaît faites tous et toutes le boulot, argumentez, argumentez, argumentez comme en 2010, dans TOUS les syndicats aussi pour que la position finale soit correcte !



Livre "coup de poing", richement documenté, au style incisif et apportant des solutions

Artemana

Binherra

Bertsularitzak gaurko gizartean berea duen lekua atxeman behar du.

Ez du gehiago garai batean izan zitekeen bezala, jendeen informatzeko, berrien emaitako, balio. Kazetariak idatzi, erran, filmatu hitz eta irudiekin gaintituak gira.

Berri horien komentatzeko tresna izan litekeia? Bakotzak bere iritzi subjektiboaren plazaratzeko mila leku atxemanen ditu nunahi egun.

Hizkuntzaren mantentzeko bidea? Bertsuen jokoan sartzeko, mundu hortan murgiltzeko, hizkuntzaren ezagutza ona izan behar da. Bertsuak hunkitzen duen publikoan motibazio hori jadanik hor zen eta bertsularitza izan edo ez, motibazio hori bizi bizirik izanen zela pentsa daiteke.

Ariketa mentala? Ez, bertsularitza ez da neuronen gimnaztika bat, ez da ariketa mental tekniko huts bat. Ez dugu hortara mugatzen ahal, Sudoku liburu batek baino gehiago ekartzen dauku!

Ikusgarri soila? Konpetizioaren tirriak errabiatu publiko bati eskaintzen zakon salda baten gisara hots. Zonbaitendako hala dela iduri du, besterik gabe. Zenbakien dantzaren mentura hutsan, bi bertsulari edo baño, mikro baten aintzinean xut xuta, publikoan jarriak direnak begira dituztela. Segundu batek bestera xangrearekin hil zorian, ihiziko etxola batean mozkor edo haurra manifat eraman edo ez diskutan, hainbat egoerekin saltoka ari dira. Bihi bat ez da barnatzen, emozioa sortu, buru muinak inarrostearen plazerra goxatu eta gaiez aldatzen dira edo berriz konpetizioaren zorabioan itzulika hasten.

Ze sentsu ote du hunek beraz?

Harreman bat sortu da, kantatu duenak komunikatu du. Hori izan daiteke holako egoera absurdo baten funtsa, xilarra. Pertsona batek, milaka pertsonekin komunikatzea lortzen duenean. Ardi tropa ez da tropa senditzen, bakotxa bere arditasunean bere buruarekin pentsatzen hasten da. Artearen funtsetarik bat hau ez dea? Bakotxa bere barneari begira jartzea, galderetarako momentuño baten hartzeko parada eskaintzea. Arte sozial bat da. Entzulearekin, kantukidearekin, harremanean sortzen eta oinarritzen den artea. Lotura hortan izan dadila gaur egun bertsularitzaren tokia eta eginbeharra.

Adibide bat, bertsu eskolan, kide arteko maionesa untsa inarrosi eta hantzea, kalitate tekniko bezain helburu garrantzitsua izaiten ahal da. Alabainan, bakotzak hauta dezala ze kontestutan bizi nahi duen arte harreman edo arteman hori: BECen, Gabadiko herriko gelan, ihauterietako etxe kurridetan... Ta gerroan gerokoa...

GUILLAUME GAMBLIN

Membre du Man (Mouvement pour une Alternative Non-Violente) Lyon, rédacteur à la revue S!lence



XX^e siècle :

Ces désobéissances qui nous font honneur

Extrait du Dossier Spécial n. 160 d'Alternatives Non-Violentes (disponible à la Bibliothèque de la Fondation, 20 rue des Cordeliers) sur le thème "Désobéir par éthique professionnelle".

(...) Il manque en France une étude sur l'histoire des désobéissances des agents des services publics depuis la Seconde Guerre mondiale. Aussi n'avons-nous pu trouver qu'un seul exemple de désobéissance d'agents des services publics sous la V^e République, antérieure à la vague de ces dernières années.

Il s'agit de la désobéissance ouverte de ces 331 médecins qui déclarèrent publiquement, le 3 février 1973, avoir pratiqué ou aidé à pratiquer des avortements, ce qui était alors illégal. Leur geste faisait suite à celui de ces 343 femmes qui avaient déclaré avoir vécu un avortement illégal. Dans leur Manifeste, ces médecins s'engageaient à "répondre collectivement de leur action devant toute autorité judiciaire et médicale ainsi que devant l'opinion publique". Ils déclaraient : "Nous pratiquons des avortements : inculpez-nous si vous l'osez !". Ni la justice ni l'Etat n'ont osé. Et leur geste collectif de désobéissance revendiquée aura contribué à nourrir le débat public et à faire avancer la société vers la loi autorisant l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en 1975. Ce geste de désobéissance intervenait à un moment où la société française était mûre pour évoluer de manière décisive sur ce point. Les autres exemples que nous avons à notre disposition sont plus éloignés de nous politiquement. (...)

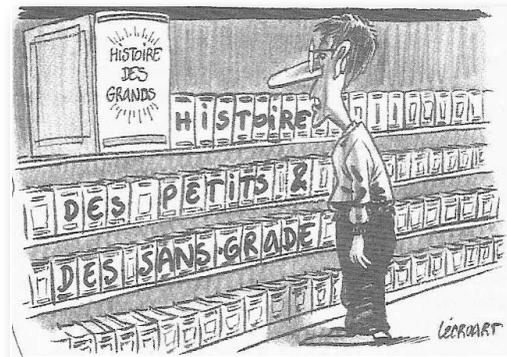
Pourquoi désobéir aujourd'hui ?

Impossible de ne pas être questionné par le fait que la plupart des actes de désobéissance des fonctionnaires que nous avons pu recueillir interviennent dans des contextes extrêmes : dictature, putsch, invasion armée étrangère, ... Des contextes fortement éloignés de notre contexte politique actuel. Comment se fait-il alors que des actes et des mouvements de résistance et de désobéissance de plus en plus nombreux se fassent jour aujourd'hui dans les services publics en France ? Que nous révèlent ces résistances contemporaines sur la situation politique où elles prennent place ? Ne sont-elles pas le signe d'une dégradation de notre démocratie ?

Cette recrudescence d'actes de désobéissance peut signifier deux choses :

✓ La situation présente tendrait plus que d'autres à se rapprocher des situations exceptionnelles qui ont justifié par le passé ces désobéissances. Nous n'en sommes pas, nous l'avons dit, au même point que les situations extrêmes décrites plus haut, mais... étions-nous déjà arrivés précédemment, depuis l'avènement de la V^e République, à un point aussi critique qu'aujourd'hui au niveau du démantèlement des services publics et des acquis du Conseil national de la résistance ? Au niveau du recul des libertés publiques, de l'ampleur de la répression, de la xénophobie institutionnalisée (qui fait que la leader d'un parti d'extrême droite décernait récemment avec ironie la carte d'adhérent d'honneur de son Parti au ministre de l'Intérieur) ? (...)

✓ Ce n'est sans doute pas un hasard si ces mouvements et ces actes individuels de désobéissance interviennent au terme d'une décennie qui a été fortement marquée par une augmentation des actes de désobéissance civile dans la société civile : que l'on songe aux OGM, au nucléaire civil et militaire, à la publicité, au logement, aux sans-papiers, au fichage par l'ADN... Autrement dit, la désobéissance a fait une entrée remarquable dans la société et elle a percé dans les médias et dans les esprits comme l'une des formes possibles de la protestation et de la résistance. La désobéissance aux lois jugées injustes a gagné en notoriété en tant que modalité de l'action démocratique et légitime face à l'inacceptable et à l'impuissance. Elle a fini par contaminer même l'intérieur des services publics, qui ont à faire face à une offensive sans précédent du pouvoir oligarchique en place actuellement pour démanteler l'ensemble de ce qui faisait le sens de la mission du service public. (...)



Histoire des Grands... Histoire des petits et des sans grade

Le Havre réinvente la communauté

A l'Atalante, au Cinéma d'Art et d'Essai de Bayonne du 21 décembre au 17 janvier

Finlande-France – 2011 – 1h38 –
Réalisé par Aki Kaurismäki
avec André Wilms, Kati Outinen,
Jean-Pierre Darroussin...

Marcel Marx, ex-écrivain et bohème renommé, s'est exilé volontairement dans la ville portuaire du Havre où son métier honorable mais non rémunérateur de cireur de chaussures lui donne le sentiment d'être plus proche du peuple en le servant. Il a fait le deuil de son ambition littéraire et mène une vie satisfaisante dans le triangle constitué par le bistrot du coin, son travail et sa femme Arletty, quand le destin met brusquement sur son chemin un enfant immigré originaire d'Afrique noire...

Le Havre est décidément une ville qui inspire les cinéastes : après les auteurs belges de LA FEE, c'est au tour du finlandais Aki Kaurismäki de faire escale dans cette ville du rock et de blues, où l'auteur des LENINGRAD COWBOYS a naturellement transposé son univers.

Pour sa deuxième incursion en France après LA VIE DE BOHEME, Kaurismäki signe ici sans doute son film le plus engagé, une ode à la fraternité dans le style laconique et distancé qui est le sien (le patronyme du personnage principal incarné par André Wilms est un mélange entre Karl Marx et les Marx Brothers, maîtres du burlesque américain).

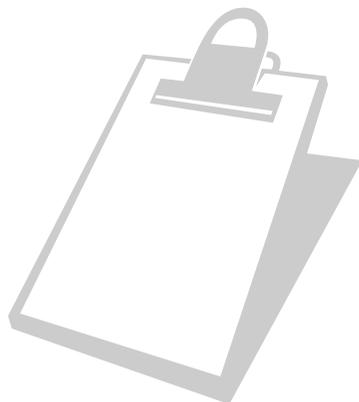
Sur le mode de la fable, LE HAVRE est une version tendre et pleine d'humour de «La Chasse à l'enfant» de Prévert dans une France intemporelle et poétique marquée par l'imaginaire de René Clair et Marcel Carné. Une France où la traque des plus pauvres, noirs et basanés de surcroît, se heurte à la résistance des petites gens et à la communauté humaine...

Prix de la Critique Internationale à Cannes, LE HAVRE signe le grand retour de Kaurismäki : une fable poétique, émouvante et pince-sans-rire qui réinvente la communauté...



▼
"Elkartasun baloreak aintzinean emaiten dituen zinema bat. Desagertzerat doazen kafe eta denda ttipiek ordezkatzan dituzten hurbiltasunaren mundua, hots, harreman zuzen eta beroen mundua, gozatzeko filma."

Publication de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

ELA:
Nafarroako sindikatua.
Ehun urtez eraldatuz eta borrokan

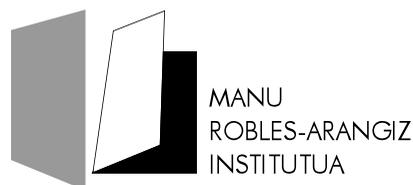
Datorren urtean 100 urte beteko dira ELAK Nafarroan lehen solidario taldeak sortu zituenetik Iruñean eta Garesen, eta aitzaki hori hartuta argitaratuko dugun libururaren aurrerapena da liburuxka hau. Berauk erakusten digu ELAren presentzia Nafarroan aspalditik datorrela, eta gainera eragile aktiboa izan dela klase borroketan (1934ko greba iraultzailea Tafallan), eta mugimendu abertzalean (ikastolen sorreran)



Aurkibidea

- 1 ELA sindikatuaren sorrera eta hedapena. Lehenengo euskal sindikatua
- 2 ELA, langileen sindikatua. 1934ko urriko iraultza
- 3 Gerrate Zibila eta errepresio faxista solidarioen aurka
- 4 ELAren birsorkuntza langile-sindikatu abertzale gisa (1976)
- 5 ELA: Gobernua, UGT eta CCOO eredu baztertzaileren kontrako alternatiba
- 6 Gizarte-eredu ezberdin baten aldeko apustua: justizia soziala eta burujabetasuna
- 7 ELA, etorkizunera begira: enpresak sindikatutan biltzeko indarra

www.mrafundazioa.org/albisteak/ela-nafarroako-sindikatu-ehun-urtez-eraldatuz-eta-borrokan-1



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

naturels, de sa gastronomie et des patrimoines des villes et villages (nombreux ports, châteaux, Guiche, Bidache...) édifiés sur les rives de l'Adour et de ses affluents;

- en privilégiant une gestion des risques qui prenne en compte les aléas afin de prévenir les risques naturels majeurs et intègre l'évaluation des risques liés aux changements climatiques. Le territoire du SCoT est fortement marqué par la présence de l'estuaire de l'Adour, grand fleuve pyrénéen et côtier. Deux grands paysages s'y déploient: le secteur agricole des barthes à l'est du territoire et le secteur urbanisé, le fleuve baignant la ville de Bayonne et irriguant le port situé sur les communes de Bayonne, Boucau, Anglet et Tarnos.

Le SCoT s'attache à promouvoir une vision globale du fleuve sur ses deux rives et à préserver, mais aussi à renouveler la vitalité de chacune de ses parties.

Parlons maintenant de la montagne basque. Elle est très présente dans notre SCoT.

Composée de massifs de moyenne montagne en situation frontalière au sein desquels coulent la Nive et des affluents de l'Adour, le SCoT s'attache à décliner les 4 orientations stratégiques identifiées par la Charte de la montagne basque mise en place dans le cadre du contrat territorial Pays Basque 2020, en affirmant son choix de maintenir une montagne vivante. Notamment:

- en inscrivant les activités agropastorales et forestières comme clé de voûte de l'aménagement et du développement de la montagne basque tout en affirmant l'importance d'un développement —notamment dans et à proximité des petites villes— d'équipements, de services, de commerces et d'activités artisanales et industrielles permettant à ce secteur de répondre aux besoins de sa population;

- en poursuivant les politiques volontaristes, menées dans le cadre d'une gestion concertée, en matière de qualité de l'eau, la montagne et la Nive représentant des ressources essentielles au territoire tout entier;

- en veillant au respect des équilibres naturels de la montagne et de son piémont, en assurant la connaissance, la préservation et la valorisation.

Mais entre la montagne et le littoral, de part et d'autre de la vaste vallée de l'Adour, nous avons aussi un territoire constitué de campagnes collinaires habitées. Il s'agit de collines agricoles et forestières du Seignanx et du Pays Basque, qui présentent bien de similitudes.

Le SCoT s'attache à reconnaître la qualité de ces espaces, de moindres contraintes environnementales, mais de grande importance pour l'agriculture, notamment:

- en affirmant la place essentielle de l'agriculture dans l'économie de ce secteur et en recherchant les moyens d'une cohabitation harmonieuse entre le développement des villes et villages et le maintien de l'agriculture d'élevage;
- en indiquant l'intérêt partagé d'une recherche de synergie entre les villes et villages implantés sur les collines de la rive sud de l'Adour, notamment en matière d'équipement, de services et de commerces;

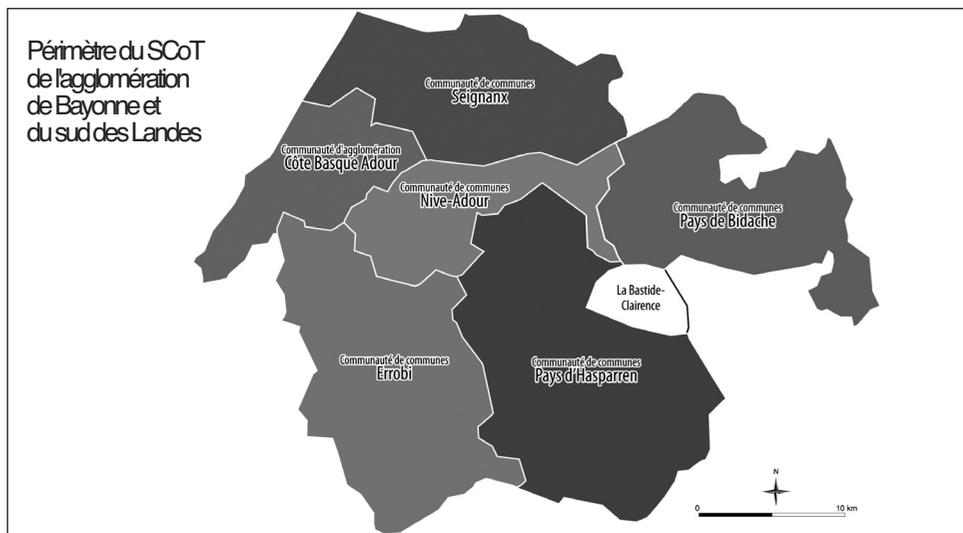
- en veillant au respect des équilibres naturels, notamment par la préservation des vallées constituant des continuités écologiques reliant la montagne à l'Adour ou au littoral;

- en valorisant les villes et villages à fort intérêt patrimonial (La Bastide-Clairence...), sans omettre la valorisation des produits du terroir et des savoir-faire artisanaux.

Le périmètre du SCoT emprunte à la géographie de notre bassin de vie. D'aucuns regrettent que nous n'ayons pas réussi à mettre en place un SCoT pour l'ensemble du Pays Basque français. Comme chacun le sait il existe déjà un SCoT correspondant au périmètre de la Communauté des communes sud Pays

pas figer. Aussi, le SCoT s'attache à témoigner du rôle joué par le monde agricole dans l'existence même de cette infrastructure.

L'agriculture et la sylviculture ont façonné l'essentiel de paysages du territoire, aujourd'hui reconnus pour leurs valeurs patrimoniales, culturelle et naturelle. L'agriculture est donc une économie vitale pour le territoire et ses habitants, au sens propre comme au sens figuré: production alimentaire, emplois directs et indirects, vitalité des territoires ruraux, cadre de vie



Basque autour de Saint-Jean-de-Luz et Hendaye. Et puis la Soule ne fait partie à ce jour d'aucun SCoT. La démarche prospective du Conseil de développement Pays Basque 2020 tente de suppléer ce qui me paraît être une véritable carence pour notre territoire.

Le mérite de notre SCoT, à défaut de se revendiquer de l'histoire, c'est de tenter à l'échelle de notre bassin de vie de réfléchir à un cadre permettant de décliner un certain nombre de nos politiques publiques, principalement autour des problématiques du foncier, de l'habitat, de l'économie, des transports, et tout ceci dans une perspective de développement durable. Rien de cela ne doit venir contrarier l'excellent travail mené par Pays Basque 2020 sur ces mêmes sujets.

Enb.: Le SCoT organise l'accueil de 35.000 nouveaux habitants d'ici 2025, la construction ou rénovation de 31.500 nouveaux logements et cependant prétend ne pas atteindre le cadre de vie. Comment maîtriser cette gageure?

J-R. E.: La trame verte et bleue représente l'infrastructure agricole et naturelle qui intègre les sites naturels majeurs et permet la circulation des espèces. Le SCoT affirme la nécessaire préservation, valorisation, voire restauration des espaces agricoles, naturels et forestiers pour continuer à offrir aux habitants de ce territoire, un cadre de vie de grande qualité, un développement durable et un paysage harmonieux. Parce que d'ici 15 ans, la composante patrimoniale et environnementale ne pourra plus être l'addition aléatoire d'interventions aux logiques sectorielles et autonomes, le SCoT souhaite inscrire la trame verte et bleue comme une grande infrastructure intangible du territoire pour les populations actuelles et pour les générations futures. Pourtant, préserver n'est

et de loisirs, biodiversité. L'activité agricole fait ainsi partie intégrante du modèle social, économique, environnemental et culturel du territoire. Il convient donc de considérer l'agriculture comme un bien commun et non plus comme un bien relevant des seuls agriculteurs.

Le SCoT souhaite tirer parti de la valeur économique et patrimoniale de la trame verte, considérant qu'il s'agit là d'un pilier structurant de son développement durable.

Le territoire du SCoT ne présente pas une, mais des agricultures. A l'échelle du Pays Basque et du sud des Landes, ces agricultures sont le moteur de bénéfices économiques, sociaux et environnementaux majeurs.

Or depuis 30 ans, les zones agricoles subissent de fortes pressions urbaines: mitage, morcellement des exploitations, conflits d'usages...

Le SCoT entend promouvoir les agricultures capables de faire vivre décemment des exploitants nombreux et divers, répartis sur tout le territoire, produisant une alimentation saine et de qualité, sans remettre en cause les ressources naturelles de demain. Aussi, le SCoT incite à la préservation maximale du foncier dont les usages sont agricoles ou pourraient le devenir.

Ces agricultures, qui participent à la vitalité du milieu rural, ont également un rôle dans la qualification du milieu urbain et périurbain. C'est pourquoi le SCoT invite au développement d'une agriculture de proximité, garante de cadres de vie de qualité.

Au regard de l'ensemble des fonctions et services de l'agriculture, le foncier agricole doit être protégé au nom de l'agriculture, pas de l'agriculteur ou du propriétaire foncier.

Le SCoT, en décidant de réduire de moitié les besoins fonciers destinés au développement

Les objectifs du SCoT

☞ (Suite de la page 9)

urbain, vise à diminuer la pression urbaine sur les espaces non-bâties, notamment agricoles. Ce développement devant s'envisager désormais dans et autour des centralités existantes, la pérennité des conditions d'exploitations agricoles sera ainsi favorisée. Lorsque les sièges d'exploitations d'élevage sont situés dans les centralités ou enchâssés dans le tissu villageois, la perspective de leur déplacement dans des espaces à vocation agricole sera envisagée.

Afin d'inverser le regard et de changer les pratiques, il conviendra de prendre en compte les enjeux agricoles dès l'amont des projets d'aménagement et de développement urbains, notamment dans le cadre de la révision ou de l'élaboration des documents de planification communaux ou intercommunaux.

Ceci implique une approche conjointe du projet urbain et du projet agricole. De plus, afin de freiner la spéculation foncière, le SCoT invite les documents d'urbanisme communaux ou intercommunaux à limiter aux besoins le foncier ouvert à l'urbanisation.

L'eau occupe une position centrale dans les patrimoines naturels, culturels et paysagers du territoire. Tout au long des 5.000 km de cours d'eau, des 25 km du littoral et des nombreux lacs et autres milieux humides, nature et culture s'entremêlent de façon unique: le réseau hydrographique forme une architecture, un système cohérent qui relie l'intérieur au littoral.

Ce réseau est essentiel au territoire:

- Pour son avenir économique, du fait de l'importance des activités liées à l'eau: activités agricoles, portuaires, touristiques et de loisirs...;
- pour son avenir environnemental car les milieux aquatiques fondent la richesse écologique du territoire;
- pour l'avenir social, car l'eau — indispensable à la vie des 250.000 habitants du territoire à l'horizon 2025 — est aussi un élément majeur et revendiqué de notre cadre de vie.
- de préserver les milieux aquatiques et forestiers des affluents de l'Adour, en rive droite comme en rive gauche.

Enb.: Un des objectifs du SCoT est de réduire de 45% la consommation du foncier pour n'urbaniser que 70 hectares par an. Alors que l'on envisage déjà la création de plusieurs hypers centres commerciaux de 60 hectares chacun, est-ce compatible avec les prévisions du SCoT?

J-R. E.: Notre SCoT se dotera, comme la loi le prévoit, d'un Document d'aménagement commercial (DAC). C'est l'étape à venir main-

tenant que le Padd a été débattu. Néanmoins quelques orientations générales ont déjà été actées dans le Padd.

Le territoire du SCoT présente aujourd'hui une offre commerciale de rayonnement supra-territorial composée:

- des centres-villes de Bayonne et Biarritz;
- de l'ensemble commercial situé autour de BAB2.

Le SCoT souhaite conforter ces trois centralités emblématiques du cœur d'agglomération. Il convient:

- de renforcer et d'adapter l'offre commerciale des centres-villes de Bayonne et de Biarritz comme principales destinations «shopping» de l'agglomération pour maintenir leur attractivité;

- de permettre à la zone de BAB2 d'évoluer vers un «quartier commerçant» tout en maintenant son attractivité. Ceci nécessite d'engager un processus de restructuration urbaine et de permettre une extension modérée de la galerie marchande de BAB2, centrée sur l'accueil de moyennes surfaces, prioritairement par relocalisation.

De plus, une offre commerciale importante, de rayonnement supra-SCoT, est programmée dans un très proche avenir:

- Zone d'Ametzondo, fortement marquée par l'équipement de la maison;
- Zone d'Ondres, centre commercial de type généraliste.

Dans un souci de recherche de complémentarités dans l'aménagement commercial du territoire, ces zones privilégieront les grandes et moyennes surfaces et chercheront prioritairement soit à accueillir des enseignes non présentes sur le territoire, soit à permettre des relocalisations d'enseignes existantes (et situées dans des secteurs peu favorables).

Ces équipements commerciaux devront faire l'objet:

- de mesures d'insertion urbaine, paysagère et environnementale;
- d'une desserte performante en transports collectifs et d'outils dévolus à la mobilité des personnels.

Ainsi, le soutien aux centralités commerciales de rayonnement supra-territorial — existantes et programmées — et leur mise en synergie constituent un moyen pour relever le défi de la diversité et du rayonnement territorial.

Enb.: On connaît la pression des résidences secondaires sur l'ensemble du Pays Basque et plus particulièrement sur le littoral. Le SCoT ne dit pas grand chose sur ce thème.

J-R. E.: Le SCoT n'a pas vocation à interdire les résidences secondaires. Il existe un

Les communes du SCoT

Anglet; Arancou; Arcangues; Ayherre; Bardos; Bassussary; Bayonne; Bergouey-Viel-Enave; Biarritz; Biarrotte; Biauxdos; Bidache; Bidart; Bonloc; Boucau; Briscous; Cambolles-Bains; Came; Espelette; Guiche; Halsou; Hasparren; Hélette; Isturits; Itxassou; Jatxou; La Bastide-Clairence; Lahonce; Larressore; Louhossoa; Macaye; Mendionde; Mouguerre; Ondres; Saint-André-de-Seignanx; Saint-Barthélémy; Saint-Esteben; Saint-Laurent-de-Gosse; Saint-Martin-d'Arberoue; Saint-Martin-de-Seignanx; Saint-Pierre-d'Irube; Sames; Souraïde; Tarnos; Urcoit; Urt; Ustaritz; Villefranque.

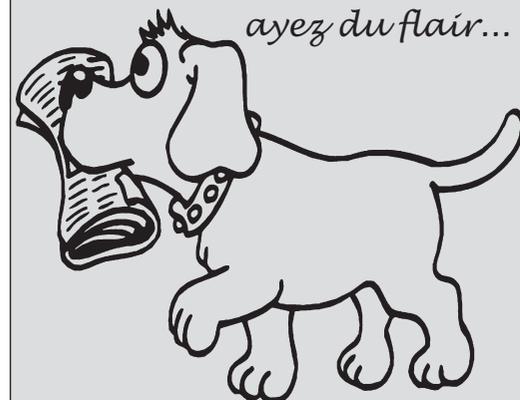
dispositif fiscal et financier à la disposition des communes pour favoriser les résidences principales au détriment des résidences secondaires. Il appartient à ces dernières d'y recourir. Il n'est pas dans le rôle des documents de planification urbaine (tel le SCoT) d'introduire des interdictions de cette nature au risque de mettre en cause leur solidité juridique.

Enb.: L'élaboration du SCoT a mobilisé, sur une longue séquence, de nombreux élus locaux. Croyez-vous en une prise de conscience collective sur l'avenir de ce pays?

J-R. E.: Oui j'ai été agréablement surpris par le niveau de prise de conscience collective des élus de ce pays. On fait souvent le rapproche aux élus de ne pas anticiper sur les grands enjeux de notre temps. Il est vrai que sur le foncier et le logement, et plus récemment sur les transports et la mobilité, on avait pris un certain retard. Mais il faut reconnaître à tous nos collègues le mérite d'avoir pris à bras le corps tous ces nouveaux défis en souhaitant faire de notre SCoT un document résumant une volonté commune pour mener à bien les politiques publiques de demain qu'il nous faudra décliner dans nos plans locaux d'urbanisme.

Dans vos lectures

ayez du flair...



... abonnez-vous à Enbata



EA se retire d'EH Bai

Suite au communiqué d'EA Iparralde, qui a jeté un coup de froid dans la gauche abertzale, nous avons demandé à Philippe Duluc, responsable des relations extérieures, de bien vouloir éclairer la position de son organisation cofondatrice d'EH Bai.

ENBATA: L'Assemblée d'EA Iparralde se positionne, pour les législatives de juin prochain, dans une alliance avec Europe Écologie-Les Verts dans les trois circonscriptions basques. Qu'est-ce qui vous a conduits à rejeter la plateforme EH Bai que vous avez cofondée avec AB et Batasuna?

Philippe Duluc: Ce n'est pas tant le refus d'une plateforme uniquement abertzale que le rapprochement avec une force comme Europe-Écologie-Les Verts qui représente l'ouverture qui a prévalu dans cette assemblée d'EA du 17 décembre. Les élections européennes de 2009 en coalition avec les Verts et AB, les élections régionales de 2010 avec les Verts et les Occitans du Béarn, et les sénatoriales de septembre dernier avec EELV, AB et les Occitans de nouveau ont été des expériences électorales qui ont eu une influence non négligeable dans le choix d'EA d'aller vers EELV et vers la création d'un pôle réformiste en Iparralde.

Si EA a bien été cofondateur d'EH Bai, il est également cofondateur de R&PS, Régions et Peuples Solidaires, qui vient de signer un accord au plan hexagonal avec EELV sur un programme qui paraît tout à fait acceptable pour des abertzale, sur la langue et le territoire par exemple. Ainsi l'alliance entre "abertzale" et EELV ne sera pas limitée au Pays Basque Nord, mais concerne d'ores et déjà la Bretagne, la Corse et l'Occitanie. Cette alliance vise à faire partager les idées abertzale à un plus grand nombre et donc d'avoir un impact bien plus large. Le soutien d'EA à Eva Joly va dans ce même sens.

Si ces éléments ont été déterminants chez les militants au moment de faire le choix, cela ne veut bien sûr pas dire qu'EA tourne le dos aux autres forces abertzale mais simplement considère que la stratégie qui semble la mieux adaptée aujourd'hui doit être l'ouverture, dans un territoire où les forces abertzale ne sont pas majoritaires. A cette occasion les militants ont regardé avec intérêt ce qui s'est passé en Navarre, territoire où la place de l'abertzalisme dans la société est comparable à celui d'Iparralde: l'addition du pôle réformiste Geroa bai et d'Amaiur fait progresser le total des voix abertzale. Ce territoire his-

torique a obtenu deux députés abertzale sur les cinq en lice. Une voie à ne pas négliger.

Enbata: Le refus de Batasuna, à la veille de l'AG d'Abertzaleen Batasuna d'ouvrir EH Bai aux écologistes, de même avant votre propre AG d'EA l'annonce par Batasuna que les votes internes d'EH Bai soient ouverts non seulement aux élus d'EH Bai, mais aussi "aux militants non encartés dans un souci de fonctionnement démocratique", ces prises de positions ont-elles fragilisé la liberté et la marge de manœuvre d'EA?

Philippe Duluc: Il est clair que les prises de positions de certains dirigeants de Batasuna, si elles ont le mérite d'être franches, n'en ont pas moins refroidi les esprits les plus favorables à EH Bai. Déjà s'adresser à ses partenaires éventuels sur les plans futurs de la maison commune par voie de presse interposée est singulier. Mettons cela sur le compte de la passion! Ensuite l'arrivée surprenante de la notion de militants "indépendants" dans les votes au sein d'une coalition EH Bai, le refus de prendre en compte les orientations des partis lors des prises de décision (modification du droit de véto par exemple) et des désignations des candidats ont eu l'effet inverse à ce qui était escompté.

Le nouvel EH Bai tel qu'il semblait se dessiner non seulement fermait la porte à tous les mouvements autres qu'abertzale, ce qui n'est pas notre projet, mais aussi remettait à la mode la tenue d'assemblées spontanées, bolchéviques pour ainsi dire, à partir des bases qui rappelleront aux plus anciens de forts mauvais souvenirs. Le mode de fonctionnement d'EH Bai est dès lors apparu à l'opposé de celui de Bildu et d'Amaiur où chaque partenaire, chaque parti, est respecté et est associé à chaque décision. Bildu est née de Lortu arte et de l'accord de Gernika où le respect et la confiance sont les bases même de la coalition. Ces conditions ne sont pas réunies dans EH Bai, c'est ce qu'en a conclu Eusko Alkartasuna.

EH Bai devra retrouver une sérénité et un calme loin de l'agitation médiatique en prenant exemple sur le Pays Basque Sud. Des mois de négociations, de rencontres apai-

"Les prises de positions de certains dirigeants de Batasuna si elles ont le mérite d'être franches, n'en ont pas moins refroidi les esprits les plus favorables à EH Bai."

Le communiqué d'EA

La dernière assemblée des militants de EA Iparralde a choisi samedi 17 décembre dernier, à une large majorité, de se rapprocher d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) pour les futures élections législatives sur les trois circonscriptions du Pays Basque Nord. Et ce dans une démarche de complémentarité.

La même assemblée a par ailleurs consacré le choix d'Eva Joly pour les présidentielles.

Les thèmes de campagne que cette alliance pourra prendre en compte, entre autres, seront:

- L'officialisation de la langue basque.
- La Collectivité territoriale Pays Basque Nord.
- Le rééquilibrage entre intérieur et côte.
- Le maintien des services publics.
- La mise en place d'une eurorégion.

**Le 19 décembre
Martin Etchepare
Coordinateur d'EA /Iparralde**

sées y ont été nécessaires avant d'arriver à tout accord politique. Au Nord la précipitation et la course effrénée à la médiatisation ne nous semblent pas être les bases, puisque le terme est à la mode, d'une véritable coalition entre abertzale. La construction nationale ne fait que commencer.



Philippe Duluc et Eva Joly



Conjoncture inédite

● Jakes Bortayrou

QUAND on fait la liste des facteurs politiques qui caractérisent la période actuelle, force est de constater que nous abordons une conjoncture inédite depuis 30 ans en ce qui concerne la reconnaissance territoriale et institutionnelle du Pays Basque Nord.

C'est d'abord l'épuisement d'un dispositif bousculé par la réforme des collectivités territoriales et la fin d'un cycle démarré en 92 avec les assises Pays Basque 2010. Cette réforme dont l'avenir est plus qu'incertain, les socialistes ayant affirmé à maintes reprises qu'ils la suspendraient en cas de victoire en 2012, a déjà eu un effet majeur sur lequel il sera difficile de revenir: elle a entériné la fin de l'uniformité institutionnelle en vigueur dans la métropole (hormis le statut des grandes villes). Les élus alsaciens s'en sont emparés et prévoient la création d'une nouvelle collectivité territoriale regroupant la région et les deux départements existants. Des députés bretons, dans le but de faciliter la réunification de la Bretagne (rattachement de la Loire-Atlantique) ont fait voter un amendement au projet de loi sur l'organisation des référendums d'initiative partagée prévus par la réforme constitutionnelle de 2008, pour permettre «à un département qui souhaite changer de région administrative de demander l'organisation d'un référendum local sur son territoire, sans que les autres départements de sa région puissent l'en empêcher». Un argument de plus à ceux et celles qui revendiquent une consultation des habitants du Pays Basque sur l'avenir institutionnel de leur territoire.

On mesure aujourd'hui un basculement

dans la perception des choses et la majorité des citoyen(ne)s et des élu(e)s ressent à divers degrés la nécessité d'un changement: l'existant n'est plus adapté, il faut passer à autre chose et avec la réforme territoriale ou «l'acte III de la décentralisation» promis par les socialistes, c'est le bon moment pour franchir un pas significatif et ériger le Pays Basque Nord en sujet politique. Les Conseils de développement et des élus ont entamé un travail de réflexion sur la bonne échelle pour situer l'action publique en Pays Basque et consultent aussi experts juridiques ou personnalités extérieures. Jamais une telle démarche n'avait eu lieu, jamais autant de ressources n'avaient été mobilisées.

Parallèlement, le tournant historique de l'arrêt définitif de la lutte armée en Pays Basque vient mettre un point final au prétexte bon marché maintes fois évoqué en dernier recours: ne pas céder à une revendication initiée par les abertzale, qui pourrait laisser croire à une faiblesse de l'État face à l'action violente et gêner Madrid dans sa «lutte contre le terrorisme». La rupture opérée fait bouger les lignes y compris dans la classe politique d'Iparalde. «Aborder les racines du conflit politique» comme le préconise le quatrième point de la déclaration de Donostia (conférence de paix du 17 octobre dernier) trouve aussi un écho ici et les plus lucides, alors que certains de leurs interlocuteurs institutionnels du Sud appartiennent désormais à la gauche abertzale, sentent bien que l'immobilisme en Iparalde sera bientôt intenable face aux changements en marche en Hegoalde.



... C'est le bon moment pour (...) ériger le Pays Basque Nord en sujet politique."

Les opposants restent puissants mais sans arguments autre que la peur de l'inconnu, leur propre fantasmes ou celui «de ne pas céder aux Basques...». D'autres restent encore empêtrés dans le discours répété depuis février 2009 et la visite à Balladur des délégations Conseils des élus et de développement, qui voit trois options possibles et cherchent un consensus entre la première (statu quo peu crédible après la réforme territoriale) et la troisième jugée trop radicale (collectivité spécifique à l'instar de la Corse). Pourtant la solution «médiane» du syndicat mixte n'est ni réaliste ni crédible et aucune force politique, ni groupes d'élus significatifs ne la défend. A l'inverse elle fait contre elle l'unanimité des présidents de communautés de communes peu enclins à céder quelque compétence que ce soit. C'est bien autour d'une collectivité territoriale spécifique que doit se faire le débat et peuvent se nouer les compromis: calendrier de création, transfert échelonné des compétences, consultation de la population... Quelle position prendront les Conseils des élus et de développement? Encore un ersatz, un bidule, un meccano ou une solution sérieuse, lisible pour les habitants du territoire, permettant la gestion des questions stratégiques pour l'avenir et surtout accordant cette reconnaissance politique légitime du Pays Basque? Cette prise de position, si elle ne garantit pas à elle seule de réponse positive des sommets de l'État, pèsera très lourd.

Notre couverture: Jean-René Etchegaray, 1^{er} adjoint au maire de Bayonne, président du SCoT agglomération Bayonne-sud des Landes.

Bakearen urtxoa

BIEN souvent à Noël les familles se réunissent, par devoir, et ça se termine en dispute, car avec le «petit Jésus» toutes les sources de conflit familiaux resurgissent.

Mais cette année nous avons eu de la chance: nous ne nous sommes pas contentés de «festoyer» la mémoire d'une naissance intervenue il y a 2000 ans... Avec l'arrêt définitif de l'action armée d'ETA nous avons fêté une naissance d'aujourd'hui: la PAIX, la paix pour nous, la paix pour notre pays, la paix entre nous...

C'est pour fêter cette naissance que la mai-

son diocésaine était comble autour de Mikel Epalza ce vendredi 23... devant une crèche... maritime! La crèche... la naissance de Jésus c'est l'espoir! Mais quand elle s'accompagne, comme aujourd'hui, d'une promesse de paix, fragile, il faut deux choses: avoir le pied marin et y croire!!!

Une soirée chantée par toute l'assistance aidée par Peio Ospital, Naia Robles, Kristian Borda et Sébastien Othaburu...

Une soirée de témoignages avec Jean-Pierre Massias, de retour de Betlehem, Marie-Claire Gramont et Gabi Mouesca, magnifique dans son évocation de l'arrestation de Intza...

Des textes de Desmond Tutu, Nelson Mandela et du Dalai Lama...

Une soirée de prières, de réflexion et de questions: comment convaincre ceux qui n'y croient pas ou qui ne se sentent pas concernés?

Gabi et Jean-Pierre nos ont rappelé que la paix ne se reçoit pas mais se construit et passe par la vérité et la réconciliation... pas seulement avec Madrid ou Paris mais aussi entre nous, qui n'avons pas toujours choisi les mêmes options... «Le frère cherche ses frères, et s'il peut aider, il aime le faire...» (Fidélité, scène finale, Ludwig van Beethoven).

Sommaire

- CAHIER N°1 ENBATA
Les objectifs du SCoT 4, 9 et 10
EA se retire d'EH Bai 11
- CAHIER N°2 «ALDA» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr
Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190